

Les 9 défis agricoles d'Emmanuel Macron

Tribune (Alternatives économiques)

[François-Xavier de Montard](#)

Lors de sa campagne, Emmanuel Macron a écouté le monde rural et posé un diagnostic juste. Il a conclu à la nécessité de lancer des grands Etats généraux de l'agriculture et de l'alimentation, qui devraient se tenir prochainement. Des questions majeures sont devant lui : les agriculteurs retrouveront-ils un revenu correct sur la base de systèmes de production humains, écologiques et productifs ? Pourront-ils resserrer les liens entre eux et avec l'ensemble de la société ? Les défis que devront relever le président et son équipe, en particulier Jacques Mézard à l'Agriculture, Nicolas Hulot à l'Environnement, Jean-Yves Le Drian aux affaires européennes et internationales, sont immenses.

1 Mettre fin à la précarité des agriculteurs français

Un tiers des agriculteurs gagne moins de 500 euros par mois et un autre tiers gagne moins que le smic, avec un volume de travail dépassant souvent 60 heures par semaine. Les revenus très faibles, voire négatifs, que dégagent les producteurs dans de nombreuses filières, comme l'élevage porcin ou laitier, doivent être mis en relation avec le coût des engrais, pesticides et autres achats intermédiaires dont les prix augmentent ainsi qu'avec le poids de l'endettement des exploitations.

[Commentaires récents \(1\)](#)

[Merci pour votre article qui propose des pistes concrètes. C'est la voie de la confédération paysanne. Malheureusement 23/05/2017](#)

[Lire tous les commentaires](#) [Poster un commentaire](#)

Un tiers des agriculteurs gagne moins de 500 euros par mois et un autre tiers gagne moins que le smic

Twitter

Dans ces conditions, beaucoup d'agriculteurs en fin de carrière ne trouvent pas de successeur et leurs terres vont servir à agrandir des grandes fermes lancées dans une course à la productivité et à l'extension des surfaces pour compenser la hausse des coûts des consommations intermédiaires. Les producteurs ainsi, sont prisonniers du ciseau des prix.

2 Reconquérir la souveraineté alimentaire

La politique agricole commune (PAC), les banques et les pouvoirs publics ont encouragé l'agrandissement des exploitations et leur passage à une gestion d'entreprise de type capitaliste. Ces structures sont en réalité extrêmement fragiles face à la concurrence des immenses exploitations américaines, argentines, brésiliennes, ukrainiennes... Le poids excessif des facteurs de production importés –

par exemple le soja destiné aux élevages - fait sérieusement pâlir le bilan de nos exportations. Celles-ci sont pour une grande part de qualité banale et à faible valeur ajoutée, comme le blé, dont les surfaces n'ont cessé de s'étendre depuis une décennie. Ces exportations concurrencent également les petits producteurs du Sud, en particulier en Afrique de l'Ouest, poussant ainsi les jeunes ruraux à s'entasser dans les villes voire à émigrer vers l'Europe dans des conditions déplorables.

3 Soutenir l'agriculture familiale au Sud

L'aide au développement de la France et de l'Europe vis-à-vis des pays du Sud doit renforcer l'agriculture familiale, selon les recommandations des rapporteurs des Nations unies pour le droit à l'alimentation Olivier De Schutter et Hilal Elver. Dans les pays du Sud – mais c'est également le cas en Europe -, les paysans sont menacés par « la révolution verte » de l'agrobusiness. Il est fréquent que de grandes opérations agroindustrielles bénéficient de l'aide internationale au prétexte de développer l'agriculture villageoise : les paysans sont alors intégrés dans un système d'achats de semences, d'engrais et de pesticides et de vente des produits à prix fixés par la firme multinationale qui les enferme dans une situation de survie.

Une autre pratique, fréquente elle aussi et encore pire, est le « landgrabbing » : l'Etat, seul propriétaire officiel vend de la terre des communautés villageoises à de grands opérateurs internationaux. Les paysans et leurs familles sont alors chassés et leurs terres occupées par une agriculture hautement mécanisée et artificialisée employant peu de main d'œuvre. Dans les deux cas, il s'agit de grandes plantations et de monocultures dont on sait qu'elles ruinent et polluent les sols en l'espace d'une ou deux générations.

4 Passer de l'agriculture conventionnelle à l'agroécologie

L'agriculture conventionnelle fait un appel démesuré à une mécanisation lourde (perte du carbone du sol, tassement, érosion), aux engrais chimiques (consommation de pétrole intense pour les fabriquer) et aux pesticides qui déséquilibrent la physiologie de la plante. Celle-ci produit alors en abondance des substances très nutritives pour les parasites qui se multiplient de plus belle.

Les élevages industriels banalisent l'usage des antibiotiques et des antiparasitaires et importent massivement du soja, si contraire à la conservation des forêts tropicales

Twitter

Les élevages industriels prennent le risque d'un usage banal des antibiotiques et des antiparasitaires et importent massivement du soja, si contraire à la conservation des forêts tropicales. Cette agriculture éprise de « modernité », présente un très médiocre rendement énergétique, de l'ordre d'une calorie alimentaire pour une calorie fossile dépensée, c'est-à-dire bien moindre que des agro-écosystèmes écologiques. Mais pour mettre en œuvre des systèmes productifs favorables à la qualité des eaux et des sols, à la biodiversité, au cadre de vie paysager et fournissant des produits de qualité, il faudra aussi que les producteurs reçoivent une rémunération suffisante et bénéficient de débouchés.

5 Protéger la santé de nos concitoyens

L'agriculture conventionnelle, en faisant entre autres un grand usage des pesticides, nuit à la santé des agriculteurs. C'est aussi un problème extrêmement grave pour l'ensemble de la population. De très nombreuses recherches ont montré les dégâts provoqués par ces substances sur le fœtus et le cerveau des jeunes enfants (baisse de QI, suractivité, autisme...), sans parler des cancers, de la baisse de la fécondité, et pour les plus âgés, de la multiplication des cas d'Alzheimer et de Parkinson. Le bain chimique dans lequel nous baignons est la garantie d'une inexorable dégénérescence biologique. C'est devenu un problème civilisationnel.

6 Réviser les critères de rentabilité

Les paysans-agriculteurs ont été sans cesse poussés à investir jusqu'à saturation de leur capacité de travail et financière. Ils ne disposent plus du temps de réflexion indispensable à une saine autonomie de décision. La disparition accélérée du nombre d'exploitations agricoles qui en résulte est une très grave erreur pilotée par une notion de rentabilité très biaisée qui conduit à une artificialisation poussée et coûteuse des cultures et des élevages avec d'importants dégâts latéraux (changement climatique, érosion, pollution toxique, dépopulation rurale...).

7 Retrouver des exploitations à taille humaine

« Nous voulons des voisins, pas des hectares ». Ce cri du cœur d'agriculteurs donne à réfléchir sur l'utilité des agrandissements : ne serait-il pas préférable de favoriser de nombreuses exploitations de taille moyenne, c'est-à-dire à taille humaine, en recherche de créativité, d'économie et d'autonomie, fonctionnant en réseau d'échanges d'expériences et de matériels ?

8 Restaurer les sols

L'avenir de l'agriculture et de notre alimentation doit reposer sur des sols à forte activité biologique, à l'image des meilleurs sols forestiers. L'obtention de tels sols, garants d'une productivité soutenue sur long terme, nécessite le maintien d'une population significative d'exploitations de taille moyenne, seules aptes à l'entretien d'une végétation protectrice permanente et d'une diversité des cultures, de la faune et de la flore qui fabriquent littéralement les sols.

9 Diversifier et inventer ensemble

Face aux changements climatiques et aux impasses de l'agriculture conventionnelle, il faut créer des agro-écosystèmes résilients, en mobilisant les connaissances récentes sur le fonctionnement des sols et sur le rôle clé de végétations diversifiées. Il faut s'appuyer sur les savoir-faire et les échanges de savoir des petits et moyens producteurs engagés dans l'agroécologie afin de renforcer l'autonomie de leurs exploitations, diversifier leurs cultures et leurs élevages, régénérer les sols. Il faut redonner aux paysans-agriculteurs le temps et les moyens de réfléchir ensemble à l'échelle de leur canton ou de la petite région et de retrouver imagination et créativité avec l'aide d'animateurs en lien avec les formateurs et les chercheurs.

Il faut s'appuyer sur les savoir-faire et les échanges de savoir des petits et moyens producteurs engagés dans l'agroécologie

Twitter

Le type d'agriculture qui pourrait ainsi être mis en œuvre permet de s'adapter au changement climatique bien mieux que ne peuvent le faire des producteurs spécialisés et intégrés dans les grandes structures de monoculture portées par l'agrobusiness. Il s'agit de recomposer en douceur l'activité locale et le paysage et d'ouvrir de nouvelles perspectives dans une dynamique riche de relations humaines et d'intelligence partagée.

Merci, monsieur le président, d'avoir pris l'initiative d'engager des Etats généraux de l'agriculture et de l'alimentation. Le capitalisme financier agraire est un arbre sauvage qui ravage la planète et les hommes. Il faut d'urgence lui greffer des lois.

François Xavier de Montard est directeur de recherche honoraire de l'Inra, secrétaire du groupe de réflexion et d'information pour un développement durable (Greffe) www.groupe-greffe.wix.com/groupe-greffe